



Conseil de sécurité

Distr. générale
27 novembre 2017
Français
Original : anglais

Lettre datée du 20 novembre 2017, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

J'ai l'honneur de me référer à la résolution [2379 \(2017\)](#) dans laquelle le Conseil de sécurité m'a prié de constituer une équipe d'enquêteurs, dirigée par un Conseiller spécial, à l'appui des efforts engagés à l'échelle nationale pour amener l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech) à rendre des comptes, en recueillant, conservant et stockant des éléments de preuve en Iraq d'actes susceptibles de constituer des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et des crimes de génocide perpétrés par le groupe terroriste EIIL en Iraq.

Conformément au paragraphe 4 de la résolution [2379 \(2017\)](#), le Conseil de sécurité m'a également prié de lui présenter, dans un délai de 60 jours, un mandat dont les termes seraient acceptables pour le Gouvernement iraquien, de manière à ce que l'équipe puisse le mener à bien. La date limite de présentation du mandat a été fixée au 20 novembre 2017.

Le Secrétariat a élaboré un projet de mandat qu'il a examiné avec des représentants du Gouvernement iraquien. Les échanges ont été constructifs et se sont déroulés dans un esprit de grande coopération. Des progrès considérables ont été faits et la plupart des questions techniques réglées. Toutefois, du fait de la complexité de certaines d'entre elles, les échanges n'ont toujours pas abouti à un texte concerté. Un problème n'a pas encore été résolu qui concerne la communication, par l'équipe d'enquête, des éléments de preuve concernant les procédures pénales à l'issue desquelles la peine capitale pourrait être prononcée ou exécutée.

Par conséquent, je demande que la date limite de présentation du mandat au Conseil de sécurité soit reportée au 20 décembre 2017, afin de mener à bien le dialogue avec le Gouvernement iraquien.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) António Guterres

